Groupe Banque TD
Présentation aux investisseurs sur les titres à revenu fixe

T3 2017

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995.* Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion du rapport annuel 2016 (le rapport de gestion de 2016) de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun de ses secteurs d'activité, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2017 », ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2017 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « objectif », « cible », « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques notamment de crédit, de marché (y compris le risque de position sur titres de participation, le risque sur marchandises, le risque de change et le risque de taux d'intérêt), de liquidité, d'exploitation (y compris les risques liés à la technologie et à l'infrastructure), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des fonds propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; la capacité de la Banque à mettre en œuvre ses principales priorités, notamment réaliser des acquisitions et des ventes, fidéliser la clientèle, élaborer des plans stratégiques et recruter, former et maintenir en poste des dirigeants clés; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, l'Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; l'évolution de divers types de fraude et d'autres comportements criminels auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements et de la modification des lois et des règlements actuels ou de leur application, y compris sans s'y restreindre les lois fiscales, les lignes directrices en matière d'information sur les fonds propres à risque et les directives réglementaires en matière de liquidité; l'exposition aux litiges et aux affaires réglementaires d'envergure; la concurrence accrue, y compris dans le domaine des services bancaires par Internet et par appareil mobile et des concurrents offrant des services non traditionnels; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt (y compris la possibilité de taux d'intérêt négatifs); l'augmentation des coûts de financement et de la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiques et les changements apportés aux normes comptables et aux méthodes comptables utilisées par la Banque; les crises d'endettement potentielles et existantes à l'échelle internationale; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2016, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à toute transaction ou tout événement dont il est question à la rubrique « Événements importants » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com/francais. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion 2016 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'exploitation, sous les rubriques « Perspectives et orientation pour 2017 », telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels aux actionnaires déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et le rendement financier prévu de la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

Contenu

1. **Groupe Banque TD**
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

Groupe Banque TD

Nos secteurs d'activité

Services de détail au Canada

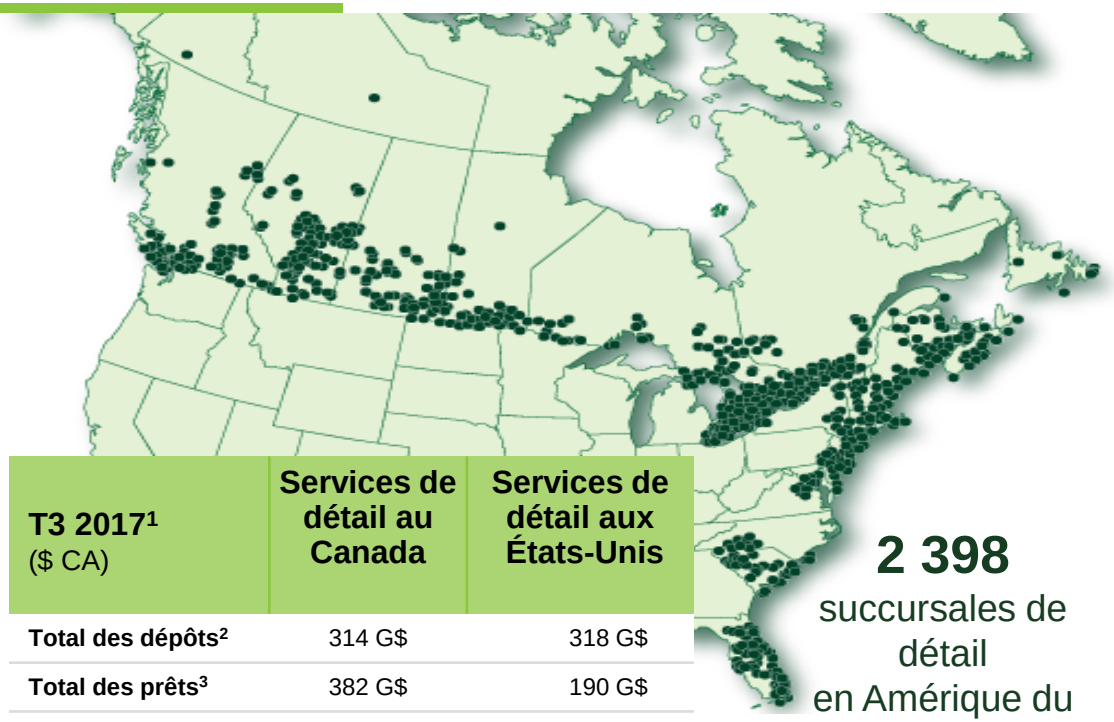
- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux petites entreprises
- Placements directs, services-conseils de gestion de patrimoine et gestion de placements
- Assurances : habitation, dommages, vie et soins médicaux

Services de détail aux États-Unis

- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux petites entreprises
- Services bancaires aux grandes entreprises et services bancaires spécialisés
- Services bancaires privés de gestion de patrimoine
- Relation stratégique avec TD Ameritrade

Services bancaires de gros

- Recherche, services bancaires d'investissement et services aux marchés financiers
- Transactions bancaires mondiales
- Présence dans les principaux centres financiers du monde, y compris New York, Londres et Singapour



T3 2017[1] ($ CA)	Services de détail au Canada	Services de détail aux États-Unis
Total des dépôts[2]	314 G$	318 G$
Total des prêts[3]	382 G$	190 G$
Actifs administrés	370 G$	23 G$
Actifs gérés	272 G$	76 G$
Bénéfice[4]	6,4 G$	3,2 G$
Clients	~15 millions	~9 millions
Employés[5]	38 736	25 812

2 398
succursales de détail en Amérique du Nord

La TD est l'une des dix plus grandes banques en Amérique du Nord[6]

1. Le T3 2017 correspond à la période allant du 1er mai 2017 au 31 juillet 2017.
2. Le total des dépôts est établi en additionnant la moyenne des dépôts de particuliers et celle des dépôts d'entreprises au T3 2017. Les dépôts des activités de détail aux États-Unis comprennent les comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade (IDA); les dépôts des activités de détail au Canada comprennent les dépôts de particuliers, d'entreprises et de gestion du patrimoine.
3. Le total des prêts est établi en additionnant la moyenne des prêts aux particuliers et celle des prêts aux entreprises au T3 2017.
4. Pour les quatre trimestres consécutifs se terminant par le T3 2017.
5. Effectif moyen en équivalent temps plein dans ces segments au T3 2017.
6. Voir la diapositive 7.

Stratégie de la TD

Être une meilleure banque

Amérique du Nord

- Parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord[1]
- L'une des rares banques dans le monde à avoir obtenu la note Aa2 de Moody's[2]
- Mise à profit de la plateforme et de la marque pour favoriser la croissance
- Solide image de marque à titre d'employeur

Accent sur les activités de détail

- Chef de file du service à la clientèle et de la commodité
- Plus de 80 % du bénéfice issu des activités de détail[3]
- Solide moteur de croissance interne
- Meilleur rendement compte tenu du risque assumé

Secteurs résilients

- Flux de rentrées croissant et reproductible
- Accent sur les produits axés sur le client
- Exploitation des secteurs d'activité de l'avenir
- Réinvestissement continu dans nos avantages concurrentiels

Solide gestion des risques

- Prendre les risques que nous comprenons seulement
- Éliminer systématiquement les risques de perte extrême
- Gérer rigoureusement les capitaux propres et les liquidités
- Harmoniser notre culture et nos politiques avec notre philosophie de gestion des risques

Une stratégie simple, un objectif qui ne change pas

1. Voir la diapositive 7.
2. Note attribuée aux titres de créance à long terme (dépôts) de La Banque Toronto-Dominion, au 31 juillet 2017. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
3. Les activités de détail comprennent les Services bancaires de détail au Canada et les Services bancaires de détail aux États-Unis. Pour en savoir plus, voir la diapositive 7.

Affronter la concurrence sur des marchés attrayants

Statistiques du pays

- 10e économie mondiale
- PIB nominal de 1 500 G$ CA
- Population de 36 millions d'habitants

Système bancaire canadien

- L'un des systèmes bancaires les plus solides au monde[1]
- Les cinq grandes banques canadiennes occupent une position de chef de file sur le marché
- Les banques à charte canadiennes occupent plus de 74 % du marché des hypothèques résidentielles[2]
- Dans la plupart des provinces, les prêteurs hypothécaires disposent de recours contre les emprunteurs et peuvent saisir la propriété

Activités de la TD au Canada

- Réseau de 1 153 succursales et de 3 168 GAB[6]
- Globalement, part de marché de 21 %
- Au 1er ou 2e rang pour ce qui est de la part de marché de la plupart des produits de détail[7]
- Services complets de gestion de patrimoine offrant d'importantes occasions d'approfondir les relations avec les clients
- Parmi les trois plus grands courtiers en placement au Canada

Statistiques du pays

- Première économie mondiale
- PIB nominal de 18 600 G$ US
- Population de 322 millions d'habitants

Système bancaire américain

- Plus de 9 000 banques, mais quelques grandes banques occupent une position dominante sur le marché
- La valeur de l'actif des cinq banques les plus importantes équivaut à plus de 50 % de l'économie américaine
- Les prêteurs hypothécaires disposent de recours limités dans la plupart des territoires

Activités de la TD aux États-Unis

- Réseau de 1 260 succursales et de 2 414 GAB[6]
- Activités exercées dans 4 des 10 régions métropolitaines statistiques les plus importantes du pays et dans 7 des 10 États les plus riches[3]
- Activités exercées dans un marché des dépôts d'une valeur de 1 900 G$ US[4]
- Accès à près de 82 millions de personnes aux endroits où la TD exerce ses activités[5]
- Expansion des services bancaires de gros aux États-Unis; présence à New York et à Houston

Perspectives de croissance considérables aux endroits où la TD exerce ses activités

1. Rapports sur la compétitivité mondiale 2008-2016, Forum économique mondial.
2. Comprend les titrisations. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).
3. La richesse d'un État est fondée sur le revenu des ménages médian actuel.
4. Dépôts plafonnés à 500 millions de dollars dans tous les comtés aux États-Unis où la TD offre des services bancaires d'après le Sommaire des dépôts de 2016 de la FDIC.
5. Population dans chacune des régions métropolitaines statistiques aux États-Unis où la TD offre des services bancaires.
6. Le nombre total de GAB comprend les GAB en et hors succursale, les GAB mobiles et les GAB de la TD.
7. Voir la note 1 de la diapositive 24.

La TD en Amérique du Nord

T3 2017 **$ CA, sauf indication contraire**	TD	**Classement au Canada[3]**	**Classement en Amérique du Nord[4]**
Total de l'actif	1 202 G$	1re	5e
Total des dépôts	774 G$	2e	6e
Capitalisation boursière	118,8 G$	2e	6e
Bénéfice net comme présenté *(quatre derniers trimestres)*	10,1 G$	2e	6e
Bénéfice net rajusté[1] *(quatre derniers trimestres)*	10,3 G$	S. O.	S. O.
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires[2]	11,0 %	3e	7e
Effectif moyen en équivalent temps plein	83 090	2e	6e

La TD est l'une des dix plus grandes banques en Amérique du Nord

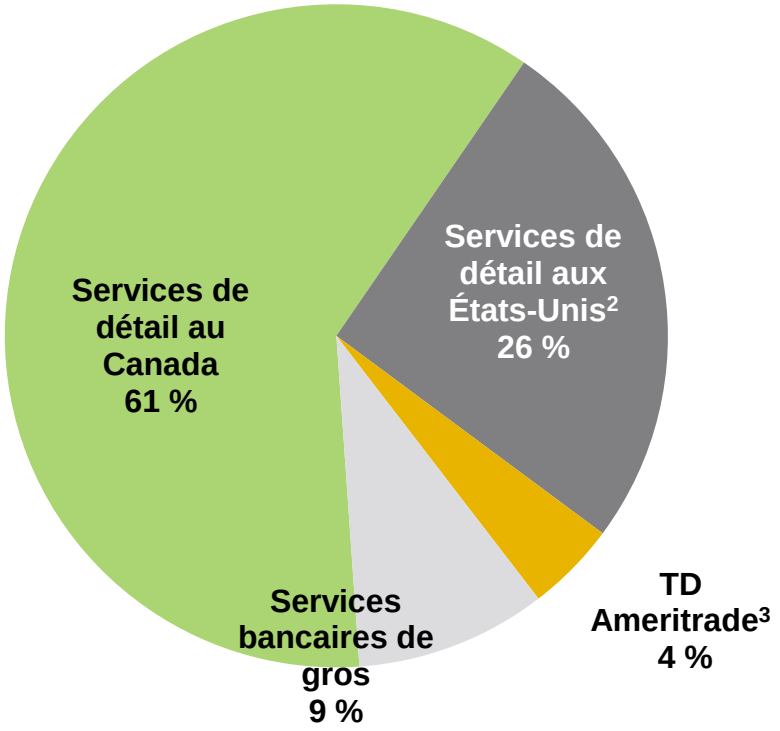
1. La Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et désigne les résultats dressés selon les IFRS, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, « comme présentés ». La Banque a également recours à des mesures financières non conformes aux PCGR pour obtenir les résultats « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés, déduction faite des impôts sur le résultat) afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'activité et de mesurer son rendement global. Se reporter à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du communiqué de presse sur les résultats pour le troisième trimestre et du rapport de gestion de la Banque pour de plus amples renseignements et un rapprochement des mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Banque par rapport aux résultats comme présentés. Éléments à noter pour les quatre derniers trimestres : une perte de 40 millions de dollars après impôt, découlant de la vente du secteur Placements directs en Europe, l'amortissement d'immobilisations incorporelles de 233 millions de dollars après impôt, et une perte de 50 millions de dollars après impôt, découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres reclassés comme disponibles à la vente.
2. Voir la note 1 de la diapositive 21.
3. Homologues au Canada : les quatre autres grandes banques (RBC, BMO, BNC et CIBC). D'après les résultats pour le T3 2017 clos le 31 juillet 2017.
4. Homologues en Amérique du Nord : les homologues canadiens et américains. Homologues aux États-Unis : les banques installées sur les principales places financières (C, BAC, JPM) et les trois plus grandes banques super-régionales (WFC, PNC, USB), d'après les résultats pour le T2 2017 clos le 30 juin 2017.

Composition des bénéfices

Trois grands secteurs d'activité

- **Services de détail au Canada**
  Plateforme solide assurée par les services de détail au Canada et rendement démontré
- **Services de détail aux É.-U.**
  Parmi les 10 principales banques aux États-Unis[4], avec des occasions de croissance interne considérables
- **Services bancaires de gros**
  Courtier nord-américain privilégiant les activités axées sur la clientèle

Répartition des bénéfices comme présentés pour 2016[1]



Bâtir une entreprise solide et offrir de la valeur

1. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le bénéfice du secteur Siège social est exclu.
2. Aux fins de communication de l'information financière, le secteur des Services bancaires de détail aux États-Unis comprend TD Ameritrade, mais cette dernière est présentée séparément ici à titre indicatif.
3. Participation déclarée de la TD de 42,21 % dans TD Ameritrade au 31 juillet 2017 (42,38 % au 31 octobre 2016).
4. Basé sur le total des dépôts au 30 juin 2016. Source : SNL Financial, les plus grandes banques et institutions d'épargne aux États-Unis selon le total des dépôts.

Évolution stratégique de la TD

Accent croissant sur les activités de détail

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Acquisition d'une participation de 51 % dans Banknorth	Entente entre TD Waterhouse USA et Ameritrade	Privatisation de TD Banknorth	Acquisition de Commerce Bank	Intégration de Commerce Bank	Acquisition de Riverside et de TSFG	Acquisition de Services financiers Chrysler et du portefeuille de cartes de crédit MBNA	Acquisition du portefeuille de cartes de crédit de Target et d'Epoch et entente annoncée avec Aimia et la CIBC	Principal émetteur de la carte de crédit Visa Aéroplan; acquisition d'environ 50 % du portefeuille CIBC Aéroplan	Conclusion d'une relation stratégique de cartes de crédit avec Nordstrom	Annonce d'une entente visant l'acquisition de Scottrade Bank[3]		
											Partenariat avec TD Bank, America's Most Convenient Bank pour élargir les activités aux États-Unis	Obtention du statut de courtier principal aux États-Unis[1] --- Participation dans le plus important PAPE au Canada en 14 ans et dans l'un des plus importants placements d'obligations de l'histoire au Canada[2]	Élargissement de la gamme de produits offerts aux clients des États-Unis et accroissement de notre présence dans le secteur de l'énergie à Houston	Acquisition d'Albert Fried & Company, un courtier en valeurs mobilières établi à New York
Abandon de certains produits (produits structurés, produits de crédit aux non-clients de la TD, opérations pour compte propre)												

De courtier traditionnel à courtier axé sur la clientèle

Services de détail à plus faible risque, avec un courtier axé sur la clientèle

1. Les principaux courtiers agissent en tant que contreparties aux opérations de la Réserve fédérale de New York dans la mise en œuvre de la politique monétaire. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web https://www.newyorkfed.org/
2. Projet Muskrat Falls de Nalcor Energy (placement d'obligations de 5 G$ CA) et PrairieSky Royalty (PAPE de 1,7 G$ CA). Consultez la section « Points saillants de l'analyse des secteurs d'exploitation des Services bancaires de gros » du Rapport annuel 2014 de la Banque.
3. La réalisation de l'acquisition est assujettie au respect des modalités de clôture, y compris de l'obtention des approbations réglementaires.

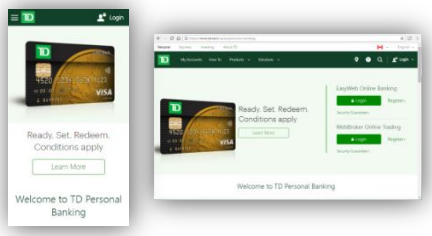
Expérience connectée

Stratégie cohérente

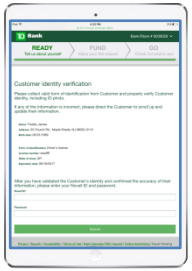
Nos avantages concurrentiels

- Une expérience connectée qui favorise une interaction fluide entre le client et l'ensemble de l'entreprise.
- Un centre d'excellence de pointe consacrée à la conception de l'expérience, qui nous permet d'enrichir la vie de nos clients et de nos collègues.
- Des capacités numériques qui permettent à nos employés de créer une valeur pour l'entreprise et d'interagir en toute confiance avec les clients.
- La modernisation des plateformes qui nous permettent de surpasser les attentes de nos clients de manière plus agile.

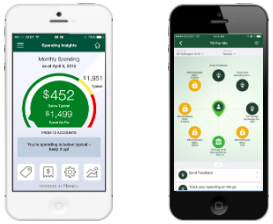
Améliorations numériques



Le site TD.com a été actualisé et sa conception est à la fois simple, conviviale et moderne, offrant une apparence uniforme, peu importe l'appareil utilisé. Parmi les nouveautés notons les suivantes : pages sur les produits améliorées, outil numérique de prise de rendez-vous, localisateur de succursale et outils de recherche en langage naturel.
(Canada)



La fonction d'ouverture de compte en ligne avec tablette offre une expérience numérique des plus commodes aux clients qui peuvent ouvrir un compte à des événements à l'extérieur de la TD sans avoir à visiter une succursale.
(É.-U.)



Grâce à l'appli Dépense TD, les clients peuvent faire le suivi en temps réel de l'activité de compte TD, surveiller leurs dépenses, comparer leur activité aux moyennes mensuelles et adopter des habitudes financières qui leur conviennent.
(Canada)

TD et moi sélectionne du contenu et des services pour offrir aux clients une expérience personnelle et contextuelle d'après leur position.
(Canada)

Faites des opérations et des paiements de presque partout au moyen de l'appli TD
(Canada)

Faites de petits achats avec votre téléphone intelligent Android[MC1] au moyen de Paiement mobile TD, et vérifiez rapidement le solde de votre compte au moyen d'Accès Rapide sur votre Apple Watch[MC2]

1. [MC] Android est une marque de commerce de Google Inc.
2. Apple, le logo Apple et Apple Watch sont des marques de commerce d'Apple Inc., enregistrées aux États-Unis et dans d'autres pays.

Remarque : Seuls certains appareils Android sont compatibles avec Paiement mobile TD.

Responsabilité sociale de l'entreprise

Faits saillants

- La TD est la seule banque canadienne inscrite dans **l'indice mondial Dow Jones de développement durable**
- Classée 58e sur la liste des **100 sociétés les plus écoresponsables du monde** selon Corporate Knights
- La TD a obtenu en 2016, pour la huitième année de suite, une note parfaite pour **l'indice d'égalité en entreprise** (Human Rights Campaign Foundation)
- TD Bank, America's Most Convenient Bank figure pour la **quatrième** année de suite au palmarès des **50 meilleures entreprises en matière de diversité** établi par Diversity Inc
- La TD continue d'être reconnue par des agences de notation externes à titre de milieu de travail extraordinaire et d'employeur de choix
- **Dons de 102,8 M$ CA en 2016** à des organismes à but non lucratif en Amérique du Nord et au Royaume-Uni
- La Fondation TD des amis de l'environnement célèbre son 26e anniversaire en ayant versé plus de **82 M$ CA de fonds** pour soutenir des projets locaux liés à l'environnement
- Plus de **285 000 arbres plantés dans le cadre des Journées des arbres TD**, le programme phare de la TD en matière de bénévolat

- La TD participe avec 11 autres grandes banques à un projet mené par les Nations Unies, en vue de mettre à l'essai une série de recommandations du groupe de travail du Conseil de stabilité financière chargé d'éclaircir les informations sur les risques financiers liés au climat.
- Obligations vertes pour soutenir l'économie à faibles émissions de carbone
  - **Émission :** En 2014, la TD était la première banque commerciale au Canada à émettre 500 millions de dollars d'obligations vertes
  - **Prise ferme :** La TD a participé à la prise ferme de 6,5 milliards de dollars d'obligations vertes depuis 2010
  - **Investissement :** Le groupe Trésorerie de la TD a investi 384 millions de dollars dans des obligations vertes depuis 2014
- Gestion de Placements TD **adhère aux Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies**
- TD Assurance **adhère aux Principes d'assurance durable des Nations Unies**
- Banque canadienne la mieux notée par Carbon Disclosure Project (CDP)
- Première société canadienne à se joindre à l'initiative RE100; engagement à s'approvisionner à 100 % en énergie électrique renouvelable
- Les émissions de gaz à effet de serre (en valeur absolue) de la TD ont diminué de 24 % depuis 2008 (portée 1 et 2)
- Nous continuons d'atteindre la carboneutralité. Nous avons économisé 9,5 millions de kWh grâce à nos initiatives de réduction de la consommation énergétique en 2016

Avoir une incidence positive sur les clients, le milieu de travail, l'environnement et la collectivité

Pour obtenir plus de renseignements sur la responsabilité d'entreprise, consultez le http://www.td.com/francais/responsabilites-de-lentreprise/index.jsp.

Contenu

1. Groupe Banque TD

2. Faits saillants financiers

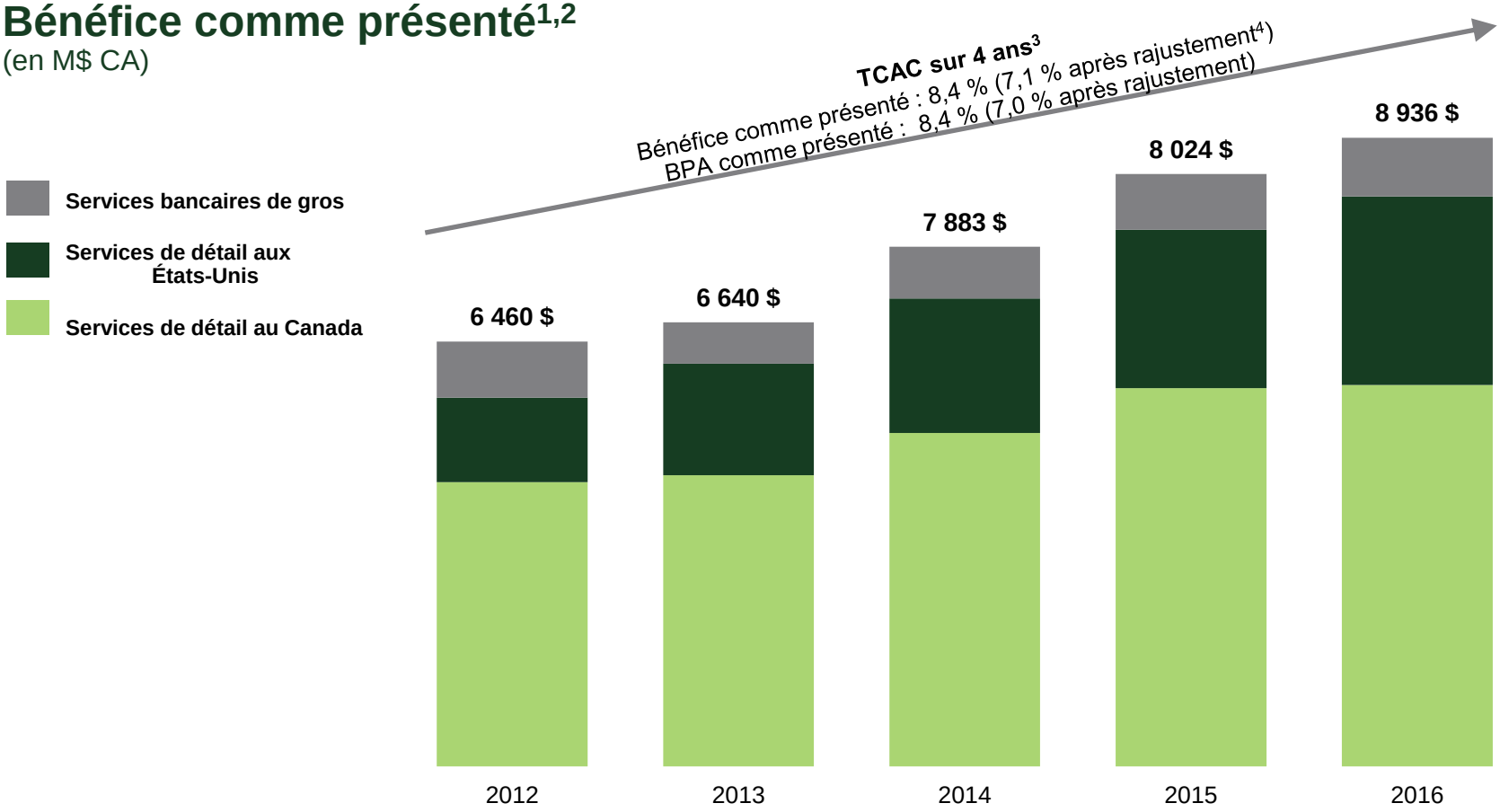
3. Gestion de la trésorerie et du bilan

4. Annexe

Croissance stable des bénéfices

Bénéfice comme présenté[1,2]

(en M$ CA)



Objectif de croissance du BPA rajusté à moyen terme[4] de 7 % à 10 %

1. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le bénéfice du secteur Siège social est exclu.
2. Au T1 2014, les secteurs des activités de détail ont été réorganisés et correspondent désormais aux Services bancaires de détail au Canada et aux Services bancaires de détail aux États-Unis. Pour en savoir plus sur les secteurs des Services bancaires de détail, voir les diapositives 3 et 7. La réorganisation des secteurs, l'adoption des nouvelles normes IFRS et de leurs modifications ainsi que l'incidence du dividende en actions déclaré le 5 décembre 2013 ont été appliquées rétroactivement aux résultats de 2012 et de 2013.
3. Taux de croissance annuel composé (TCAC) pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2016.
4. Voir la définition des résultats rajustés à la note 1 de la diapositive 7.

Faits saillants du T3 2017

Total des résultats comme présentés par la Banque (sur 12 mois)

BPA en hausse de 18 %

- BPA rajusté en hausse de 19 %[1]

Produits en hausse de 7 %

- Produits d'intérêts nets en hausse de 7 %
- Produits autres que d'intérêts en hausse de 6 %

Charges en hausse de 5 %

Résultats comme présentés par secteur (sur 12 mois)

Bénéfice des Services de détail au Canada en hausse de 14 %

Bénéfice des Services de détail aux États-Unis en hausse de 14 %

Bénéfice des Services bancaires de gros en baisse de 3 %

Faits saillants financiers – M$

Comme présenté	T3 2017	T2 2017	T3 2016
Produits	9 286	8 473	8 701
Provision pour pertes sur créances (PPC)	505	500	556
Charges	4 855	4 786	4 640
Bénéfice net	**2 769**	**2 503**	**2 358**
BPA dilué ($)	**1,46**	**1,31**	**1,24**

Rajustés[1]	T3 2017	T2 2017	T3 2016
Bénéfice net	2 865	2 561	2 416
BPA dilué ($)	1,51	1,34	1,27

Bénéfice par secteur – M$

T3 2017	Comme présenté	Rajusté
Services de détail[2]	2 626	2 626
Services de détail au Canada	*1 725*	*1 725*
Services de détail aux États-Unis	*901*	*901*
Services bancaires de gros	293	293
Siège social	(150)	(54)

1. Voir la définition des résultats rajustés à la note 1 de la diapositive 7. Éléments à noter : T3 2017 – Amortissement d'immobilisations incorporelles de 56 millions de dollars après impôt (3 cents l'action) et perte découlant de la vente du secteur Placements directs en Europe de 40 millions de dollars après impôts (2 cents l'action); T2 2017 – Amortissement d'immobilisations incorporelles de 58 millions de dollars après impôt (3 cents l'action); T3 2016 – Amortissement d'immobilisations incorporelles de 58 millions de dollars après impôt (3 cents l'action).
2. Voir la définition des activités de détail à la note 3 de la diapositive 5.

Portefeuille de prêts bruts (acceptations bancaires comprises)

Soldes (en G$ CA, sauf indication contraire)

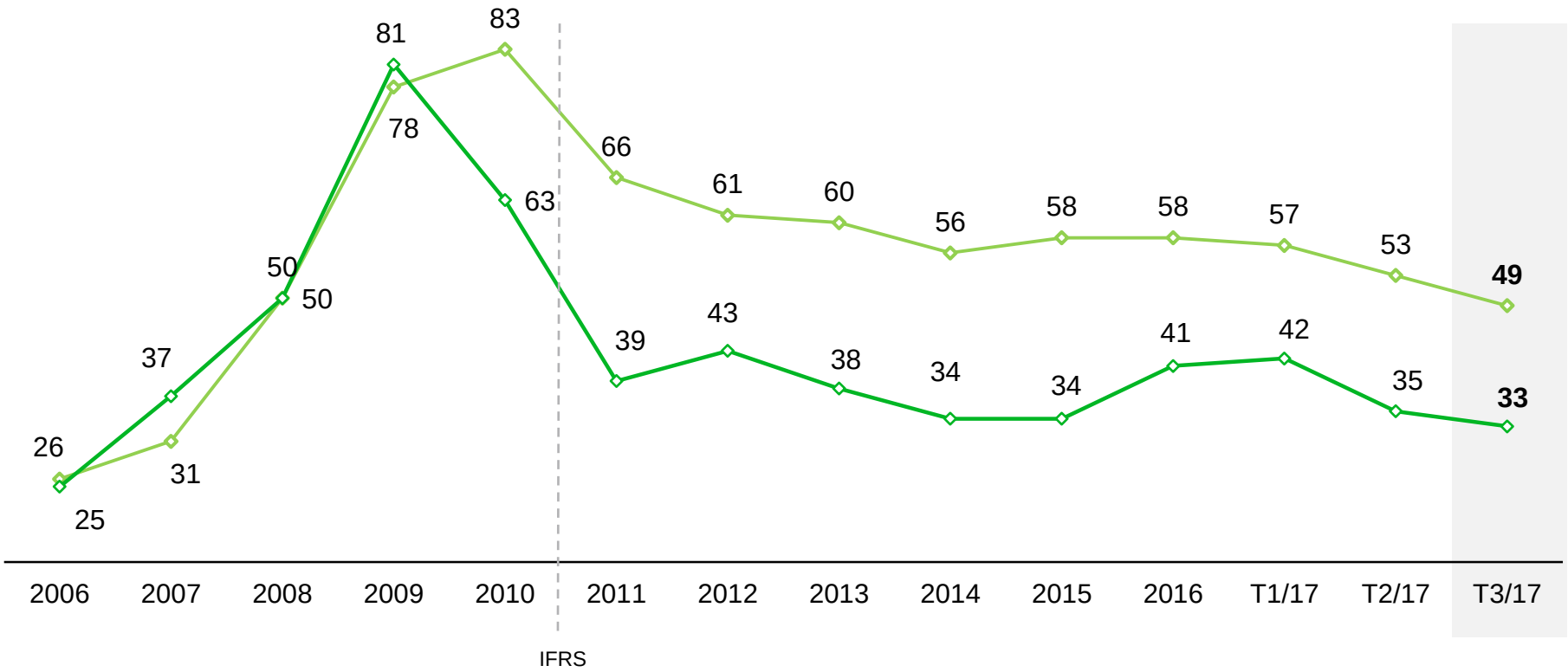
	T2 2017	T3 2017
Portefeuille des Services de détail au Canada	**377,5 $**	**386,1 $**
Services bancaires personnels	**312,0 $**	**318,7 $**
Prêts hypothécaires résidentiels	188,1	189,4
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	68,0	72,3
Prêts automobiles indirects	20,9	21,6
Lignes de crédit non garanties	9,7	9,7
Cartes de crédit	18,0	18,2
Autres prêts aux particuliers	7,3	7,5
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux petites entreprises)	**65,5 $**	**67,4 $**
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (montants en $ US)	**142,7 $ US**	**144,8 $ US**
Services bancaires personnels	**62,8 $ US**	**64,4 $ US**
Prêts hypothécaires résidentiels	20,8	20,9
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)[1]	9,7	9,6
Prêts automobiles indirects	21,1	21,9
Cartes de crédit	10,6	11,4
Autres prêts aux particuliers	0,6	0,6
Services bancaires commerciaux	**79,9 $ US**	**80,4 $ US**
Immobilier non résidentiel	16,4	16,6
Immobilier résidentiel	5,2	5,5
Commercial et industriel	58,3	58,3
Opérations de change − portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	52,1 $	35,7 $
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (en $ CA)	**194,8 $**	**180,5 $**
Portefeuille des Services bancaires de gros[2]	**44,4 $**	**44,2 $**
Autres[3]	**2,7 $**	**2,1 $**
Total	**619,4 $**	**612,9 $**

1. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.
2. Le portefeuille des Services bancaires de gros comprend les prêts aux entreprises et les autres prêts bruts et acceptations des Services bancaires de gros.
3. La catégorie « Autres » comprend les prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les titres de créance classés comme prêts et les prêts comptabilisés dans le secteur Siège social.

Remarque : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'emploi de chiffres arrondis.

Solide qualité de crédit

Ratios des prêts douteux bruts et PPC (pdb)



La qualité du crédit demeure élevée

Services bancaires personnels au Canada

Services bancaires personnels au Canada[1]	T3 2017 Prêts bruts (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	Prêts douteux bruts / prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	189	297	0,16 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	72	118	0,16 %
Prêts automobiles indirects	22	44	0,20 %
Cartes de crédit	18	140	0,77 %
Lignes de crédit non garanties	10	32	0,33 %
Autres prêts aux particuliers	7	17	0,23 %
Total des Services bancaires personnels au Canada	**319 $**	**648 $**	**0,20 %**
Variation par rapp. au T2 2017	7 $	(84) $	(0,03) %

RPV du portefeuille des prêts hypothécaires non assurés au Canada[2]

Région[3]	Atlantique	C.-B.	Ontario	Prairies	Québec	Canada
T3 2017	68 %	54 %	57 %	64 %	63 %	58 %
T2 2017	68 %	57 %	49 %	64 %	63 %	55 %

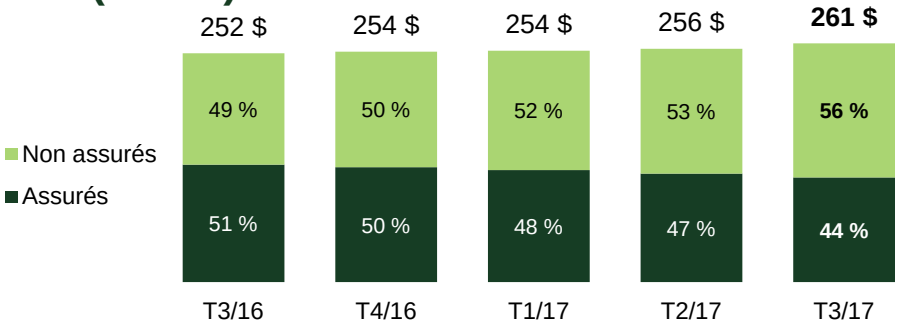
Faits saillants

- La qualité du crédit reste solide dans le portefeuille des Services bancaires personnels au Canada
  - Les prêts douteux bruts ont diminué, notamment dans le portefeuille de CGBI

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.
2. Le rapport prêt-valeur (RPV) est établi en fonction du prix moyen désaisonnalisé par grande ville (Association canadienne de l'immeuble) et correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt.
3. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

Portefeuille de crédit garanti par des biens immobiliers (CGBI) au Canada

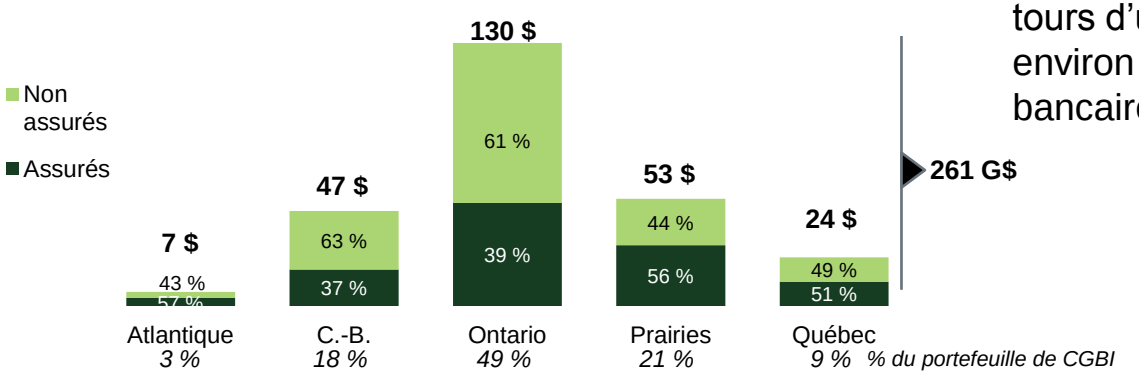
Volumes trimestriels du portefeuille (en G$)



Portefeuille de CGBI au Canada – rapport prêt-valeur[1]

	T3 2016	T4 2016	T1 2017	T2 2017	T3 2017
Non assurés	51 %	52 %	51 %	49 %	53 %
Assurés	55 %	55 %	54 %	51 %	54 %

Répartition régionale[2] (en G$)



Faits saillants

La qualité du crédit du portefeuille de CGBI au Canada demeure solide

- La PPC demeure stable à 1 pdb
- Le rapport prêt-valeur (RPV) du portefeuille de prêts assurés et non assurés est stable

La qualité du crédit des prêts consentis aux acheteurs de copropriétés est en phase avec le portefeuille global

- Solde brut de 41 G$ pour le crédit garanti par des biens immobiliers consenti aux acheteurs de copropriétés, dont 47 % étant assuré
- Stabilité des prêts consentis pour construction de tours d'unités en copropriété, qui comptent pour environ 1,2 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada

1. Le rapport prêt-valeur (RPV) est établi en fonction du prix moyen désaisonnalisé par grande ville (Association canadienne de l'immeuble) et correspond à la somme du RPV de chaque CGBI pondéré par le solde du CGBI.
2. Au 31 juillet 2017. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

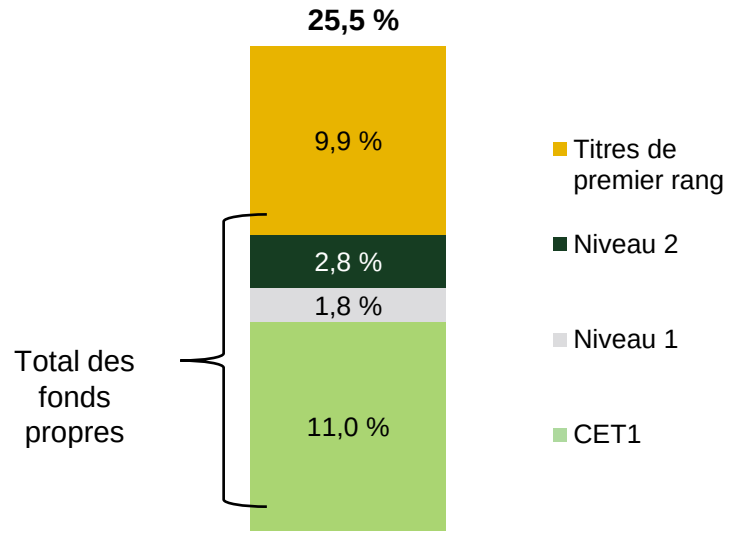
Contenu

1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
3. **Gestion de la trésorerie et du bilan**
4. Annexe

Le point sur le régime de recapitalisation interne

- La *Loi nº 1 d'exécution du budget*, adoptée en juin 2016, prévoit des modifications à la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, à la *Loi sur les banques* et à d'autres lois afin de permettre la recapitalisation interne.
- Le régime fournira à la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) le pouvoir conféré par la loi de convertir certains passifs admissibles en actions ordinaires d'une banque désignée comme étant une banque d'importance systémique nationale (BISN) dans l'éventualité peu probable où une telle banque deviendrait non viable.
- Le 16 juin 2017, le gouvernement du Canada a publié son projet de loi à des fins de commentaires en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* et de la *Loi sur les banques* (règlement sur la recapitalisation interne) énonçant d'autres renseignements sur le régime de recapitalisation interne.
- Le règlement sur la recapitalisation interne entrera en vigueur 180 jours après la publication de la version définitive. Le 16 juin 2017, le BSIF a publié à des fins de commentaires son projet de ligne directrice Normes sur la capacité totale d'absorption des pertes (normes TLAC) en vue d'énoncer ses attentes en ce qui a trait à la capacité minimale des BISN à absorber les pertes.
- Les normes TLAC établissent les exigences touchant le ratio TLAC fondé sur les risques et le ratio de levier TLAC, qui entreront en vigueur le 1er novembre 2021.
- Le ratio TLAC de la TD, s'il avait été calculé à la fin du trimestre, à savoir le 31 juillet, serait de 25,5 %[1].

Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) indicative[1]



1. Pour calculer le ratio TLAC indicatif, on prend les titres de créance de premier rang admissibles non garantis qui sont impayés au 31 juillet 2017, moins les titres de créance de premier rang non garantis arrivant à échéance dans moins d'un an.
Veuillez noter que le calcul se fonde sur les normes TLAC actuellement proposées.

Capitaux propres et liquidité

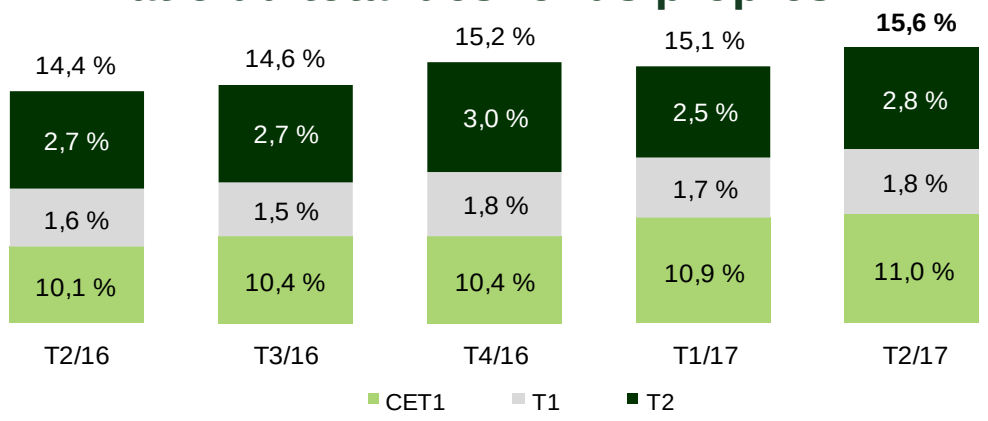
Faits saillants

- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11 %
- Ratio d'endettement de 4,1 %
- Ratio de liquidité à court terme de 124 %
- Ratio des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres de 12,8 % et 15,6 %, respectivement

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO[1]

Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T2 2017	**10,8 %**
Production de fonds propres à l'interne	38
Incidence de l'émission d'actions ordinaires	8
Gain actuariel sur les régimes de retraite des employés	7
Augmentation des actifs pondérés en fonction des risques et autres	(26)
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T3 2017	**11,0 %**

Ratio du total des fonds propres[1]



1. Les montants sont calculés conformément au dispositif réglementaire de Bâle III et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». L'application progressive de l'exigence pour les fonds propres touchés par le rajustement de la valeur de crédit (RVC) se fera jusqu'au premier trimestre de 2019. Pour l'exercice 2016, les facteurs scalaires du ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, du ratio des fonds propres de catégorie 1 et du ratio du total des fonds propres se chiffrent à 64 %, à 71 % et à 77 % respectivement. Pour l'exercice 2017, les facteurs scalaires sont respectivement de 72 %, 77 % et 81 %.

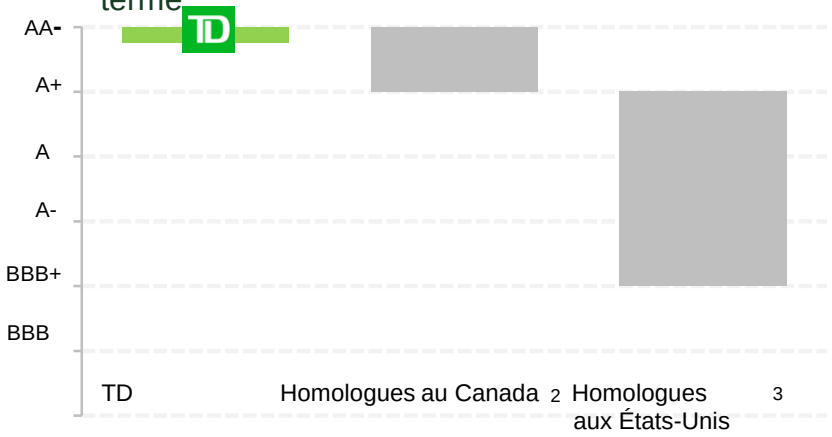
Notation financière de la TD

Notes d'émetteur[1]

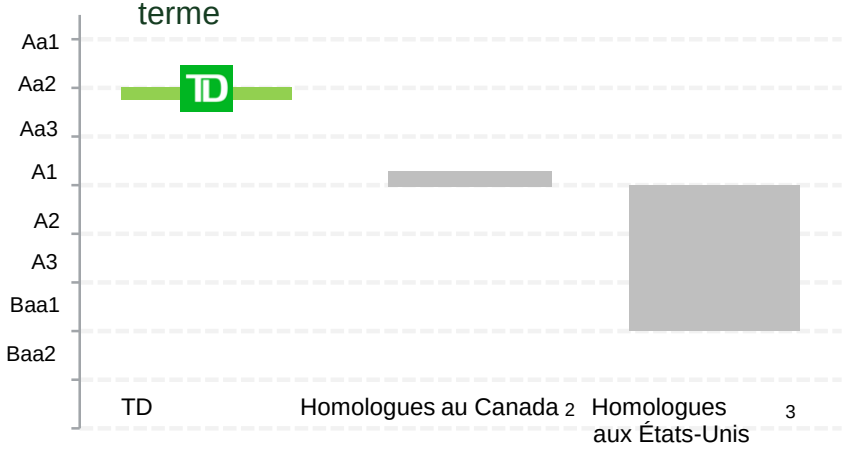
	Moody's	S&P	DBRS
Notes	Aa2	AA-	AA
Perspective	Négative	Stable	Stable

Notes par rapport à celles des homologues

Notes attribuées par S&P aux titres de créance à long terme



Notes attribuées par Moody's aux titres de créance à long terme



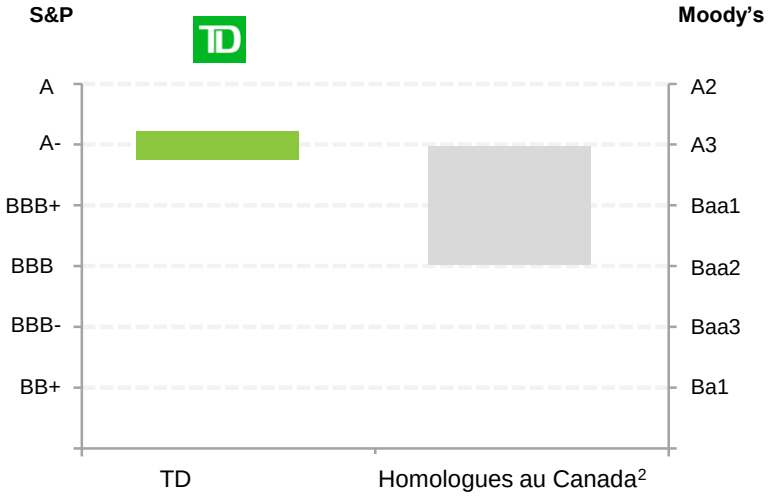
1. Pour plus de renseignements sur la notation, voir la note 2 de la diapositive 5.
2. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance à long terme, les homologues au Canada sont RBC, BNS, BMO et CIBC.
3. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance à long terme, les homologues aux États-Unis sont BAC, BBT, C, CITZ, JPM, MTB, PNC, STI, USB et WFC.

Notation des fonds propres sous forme d'actions non ordinaires

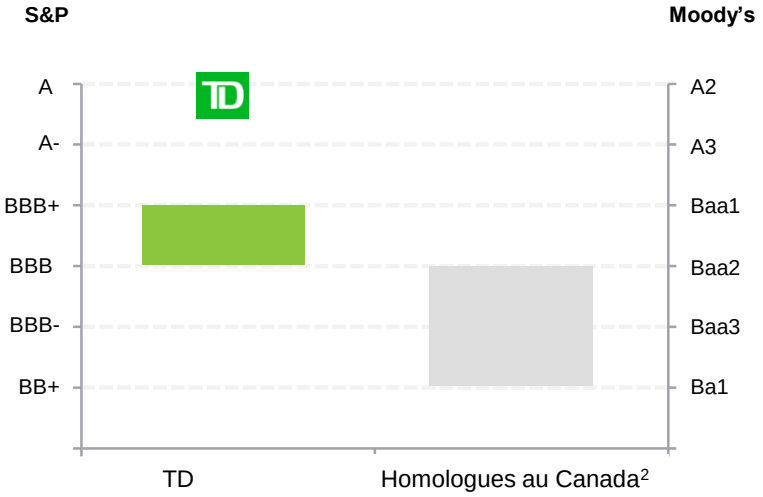
- Les notations de la TD sont parmi les plus élevées du secteur[1] pour les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires ou de catégorie 2

Notes par rapport à celles des homologues

Notes des titres de créance de second rang de FPUNV de catégorie 2



Notes des actions privilégiées de FPUNV de catégorie 1 supplémentaires



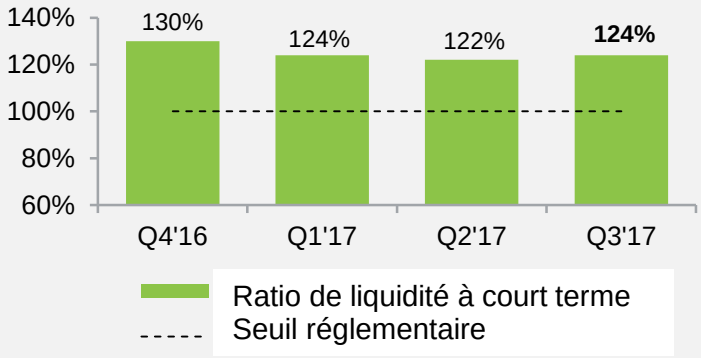
1. Notes des titres de créance de second rang et des actions privilégiées au 31 juillet 2017. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
2. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance de second rang et aux actions privilégiées, les homologues au Canada sont RBC, BNS, BMO et CIBC.

Gestion rigoureuse des liquidités

Cadre de gestion du risque de liquidité

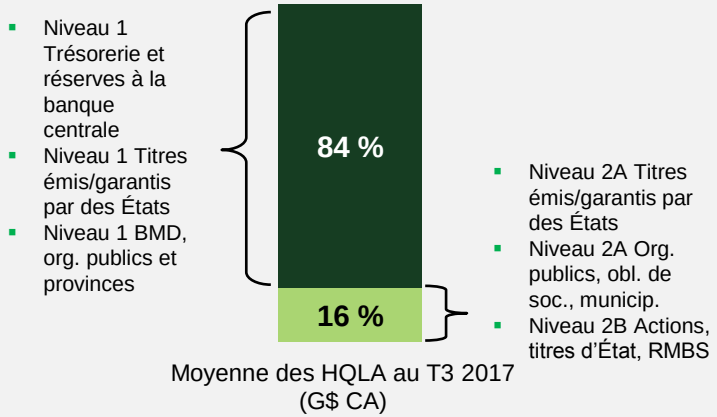
- Cibler un horizon de survie de 90 jours dans des conditions de stress combiné propres à la Banque et à l'échelle du marché, et un coussin minimal par rapport aux exigences réglementaires énoncées dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF.
- Gérer le risque structurel de liquidité grâce à l'appariement du financement à l'échéance de l'actif ou à la capacité d'absorption du marché.
- Maintenir un plan de fonds d'urgence exhaustif afin de rehausser notre capacité à réagir en cas d'éventuels événements de stress des liquidités.

Ratio de liquidité à court terme



Actifs liquides de haute qualité (HQLA)

- La TD détient une variété d'actifs liquides en fonction des besoins de liquidités de l'organisation.
- La moyenne des HQLA admissibles de la Banque pour le trimestre se terminant le 31 juillet 2017 s'établissait à 213,0 milliards de dollars (30 avril 2017 – 210,9 milliards de dollars), 84 % étant des actifs de niveau 1 (30 avril 2017 – 83 %).



Moyenne des HQLA au T3 2017 (G$ CA)

Gestion de la liquidité prudente et conforme à l'appétence au risque

Stratégie de financement à terme

Grand bassin de dépôts stables de particuliers et d'entreprises – principale source de financement

- Le modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle génère une base stable de dépôts durables et fondés sur la marque
- Réserve d'actifs conservée pour le solde de dépôt en fonction des exigences relatives au ratio de liquidité à court terme

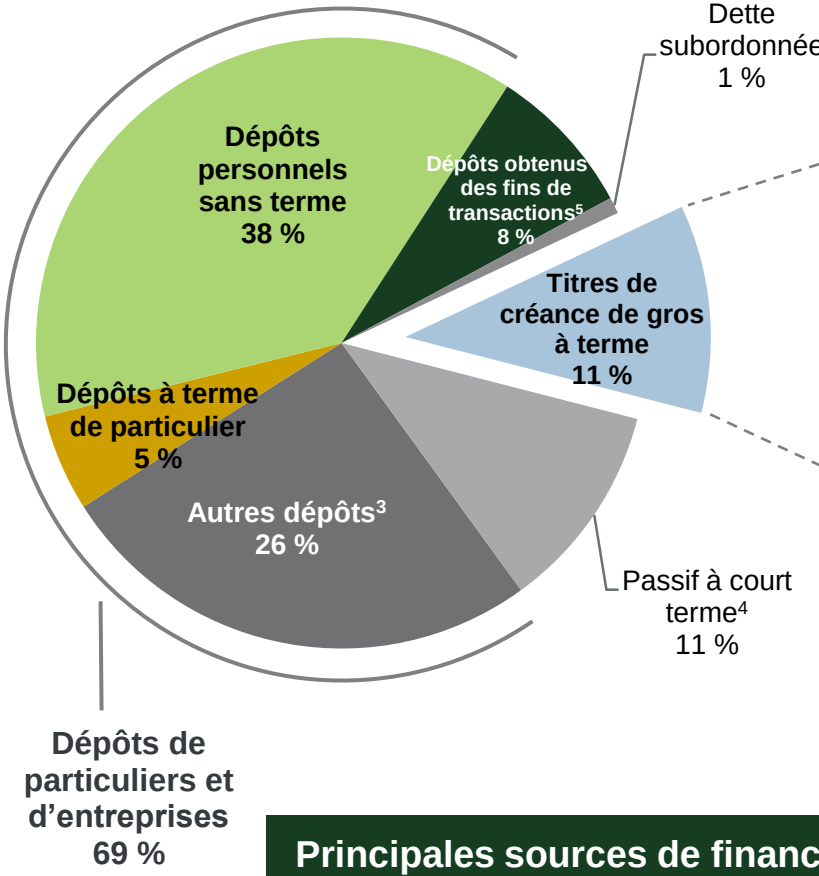
Financement à terme de gros au moyen de diverses sources dans les marchés nationaux et internationaux

- Le profil de financement tient compte de la composition équilibrée de financement garanti et non garanti
- Les programmes nationaux de titrisation assurent un financement symétrique des prêts hypothécaires par l'intermédiaire des programmes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)
- Le programme d'obligations sécurisées d'une valeur de 40 G$ CA constitue un volet important de la stratégie de financement mondiale
- Émission programmatique sur le marché américain dans le cadre du programme nouvellement établi de titres adossés à des créances, soutenu par des créances sur cartes de crédit canadiennes
- Recours à des émissions d'obligations sécurisées et de titres de premier rang non garantis sur le marché financier mondial
- Opérations récentes :
  - Opération de 350 M$ CA sur des actions privilégiées en juillet 2017
  - Opération de 1,50 G$ CA sur des titres de créance de second rang en juillet 2017

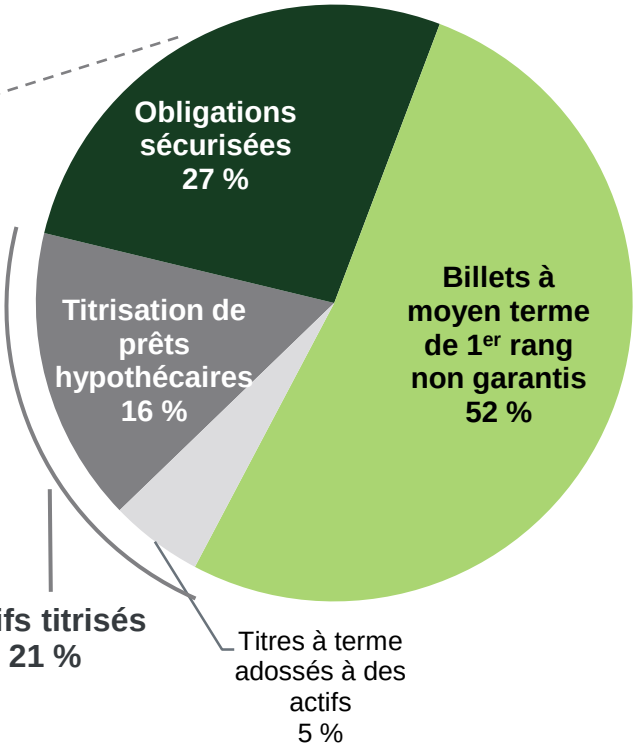
Élargissement de la clientèle d'investisseurs par la diversification des devises, de la durée et de la structure

Composition attrayante du bilan[1]

Composition du financement[2]



Titres de créance de gros à terme[6]

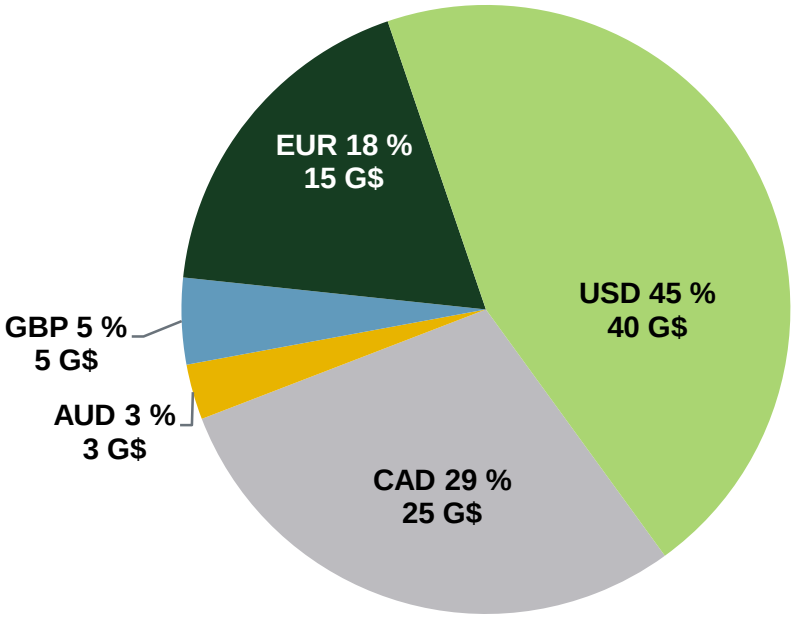


Principales sources de financement : les dépôts de particuliers et d'entreprises

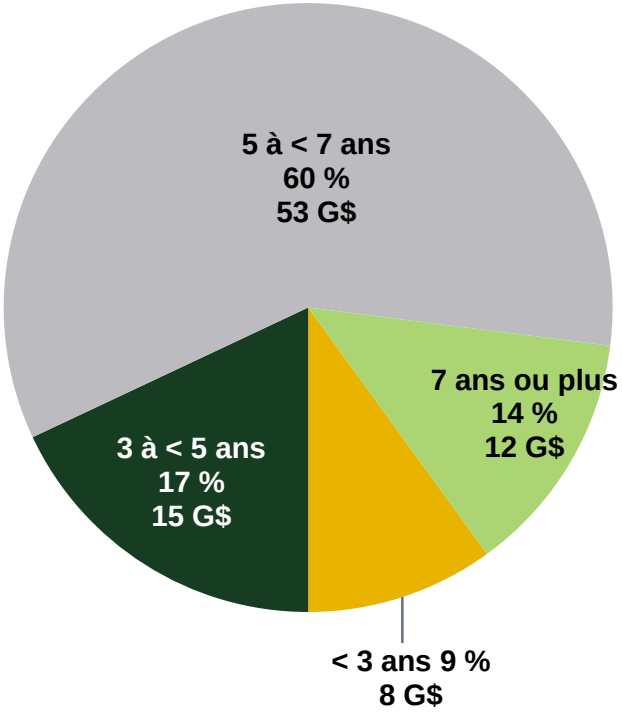
1. Au 31 juillet 2017.
2. Ne tient pas compte des passifs qui ne créent pas de financement comme les acceptations bancaires, les dérivés sur opérations de négociation, les activités de regroupement des prêts hypothécaires des Services bancaires de gros, les participations ne donnant pas le contrôle et certains capitaux propres, dont les actions ordinaires et d'autres instruments de capitaux propres.
3. Les dépôts de banques, d'entreprises et de gouvernements, moins les obligations sécurisées et les billets à moyen terme de premier rang.
4. Obligations liées à des titres vendus à découvert et à des titres vendus dans le cadre de mises en pension de titres.
5. Comprend principalement les billets de dépôt au porteur, les certificats de dépôt et le papier commercial.
6. Comprend certains billets de placements privés.

Répartition des titres de créance de gros à terme[1]

Par devise[2,3]



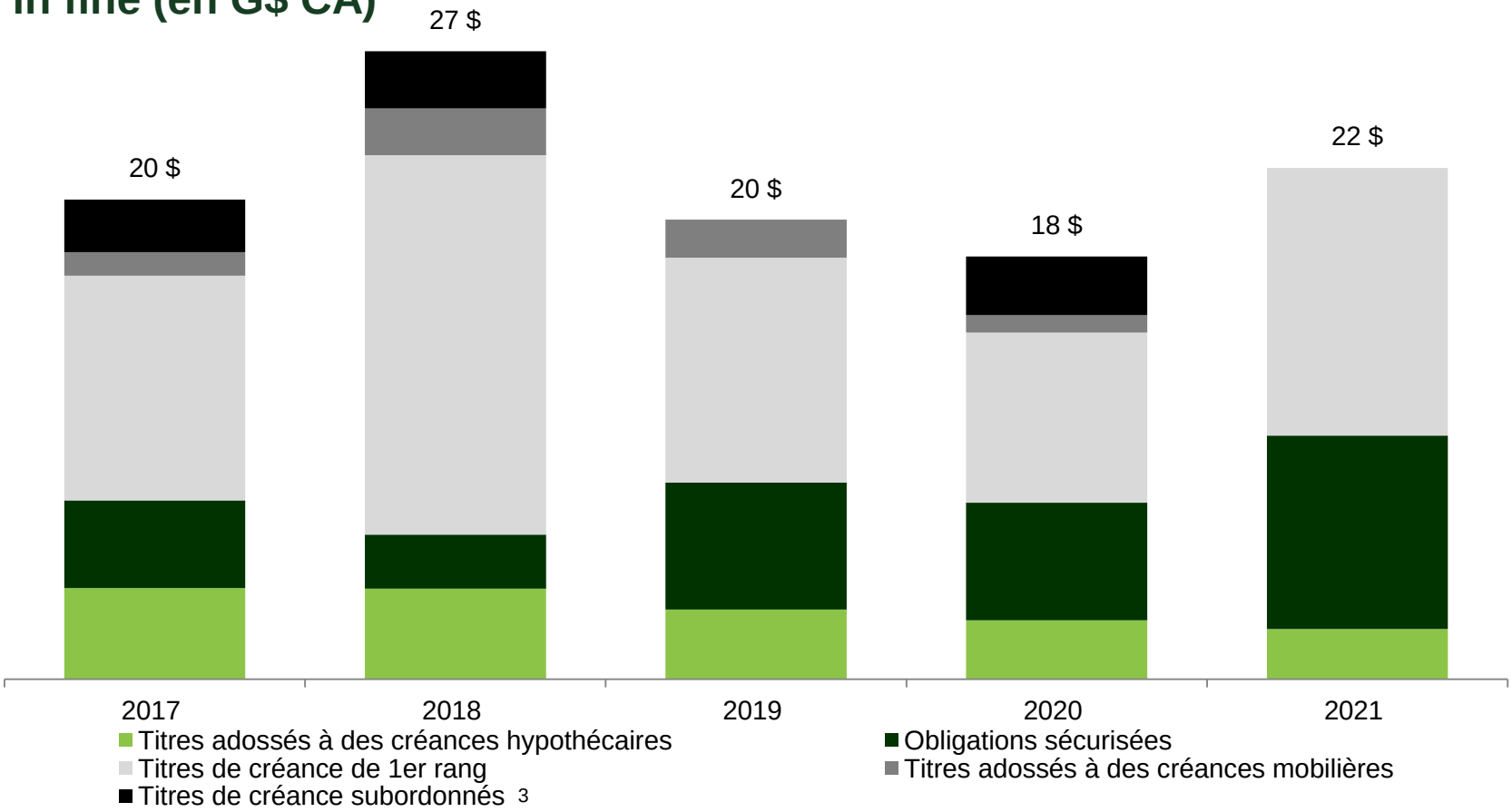
Par terme[2,3]



1. Au 31 juillet 2017.
2. Exclut certains billets de placements privés et les opérations de titrisation de prêts hypothécaires.
3. En dollars canadiens.

Profil des échéances de la dette[1]
De l'exercice 2017 à l'exercice 2021

Échéances des emprunts remboursables in fine (en G$ CA)[2]



Des titres d'emprunt dont les échéances sont gérables

1. Pour les titres de créance de gros à terme à échéance in fine.
2. Au 31 juillet 2017.
3. En fonction de la première date de rachat à la valeur nominale. Le moment d'un rachat dépend des points de vue de la direction à ce moment ainsi que des autorisations en matière de réglementation et de gouvernance d'entreprise.

Principaux points à retenir

- Solide assise financière
- Notes parmi les plus élevées du secteur
- Gestion proactive et rigoureuse des risques
- Composition attrayante du bilan
- Stratégie de financement diversifiée

Contenu

1. Groupe Banque TD
2. Perspectives économiques
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
    - **Perspectives économiques**
    - Qualité du crédit
    - Instruments de financement

Perspectives économiques

Contexte mondial : aussi bon que possible

- La croissance mondiale en 2017 devrait être légèrement supérieure à nos estimations de juin (3,5 % plutôt que 3,3 %). On s'attend à ce que cette tendance se maintienne à 3,5 % jusqu'en 2019.
- La Réserve fédérale américaine devrait adopter des premières mesures de normalisation de son bilan cet automne. La demande pour les obligations de la plupart des banques centrales devrait s'estomper au cours des 12 prochains mois.
- La croissance dans les économies émergentes, dont la Chine, pourrait suivre la tendance ou être inférieure à celle-ci en raison des incertitudes économiques et politiques.

États-Unis : l'économie se dirige progressivement vers le plein emploi

- La croissance estimée de l'économie s'est établie à 3,0 % (annualisée) au deuxième trimestre et devrait se maintenir à 3,0 % au troisième trimestre. L'impact de l'ouragan Harvey devrait ralentir le PIB d'environ 0,1 à 0,4 % au troisième trimestre, mais favoriser la croissance au même taux au quatrième trimestre. Aussi, les efforts de reconstruction devraient favoriser la croissance du PIB jusqu'au début de 2018. La croissance du PIB réel devrait s'établir en moyenne à entre 2,0 % et 2,3 % au cours des deux prochaines années.
- L'économie se dirige progressivement vers le plein emploi, la croissance des salaires surpassant l'inflation. La croissance du revenu réel demeure étroitement liée à la consommation et aux investissements résidentiels.
- La réforme fiscale demeure une priorité pour les dirigeants républicains à Washington, mais des contraintes fiscales et politiques pourraient en limiter l'importance et les répercussions économiques.

Canada : la croissance devrait se stabiliser

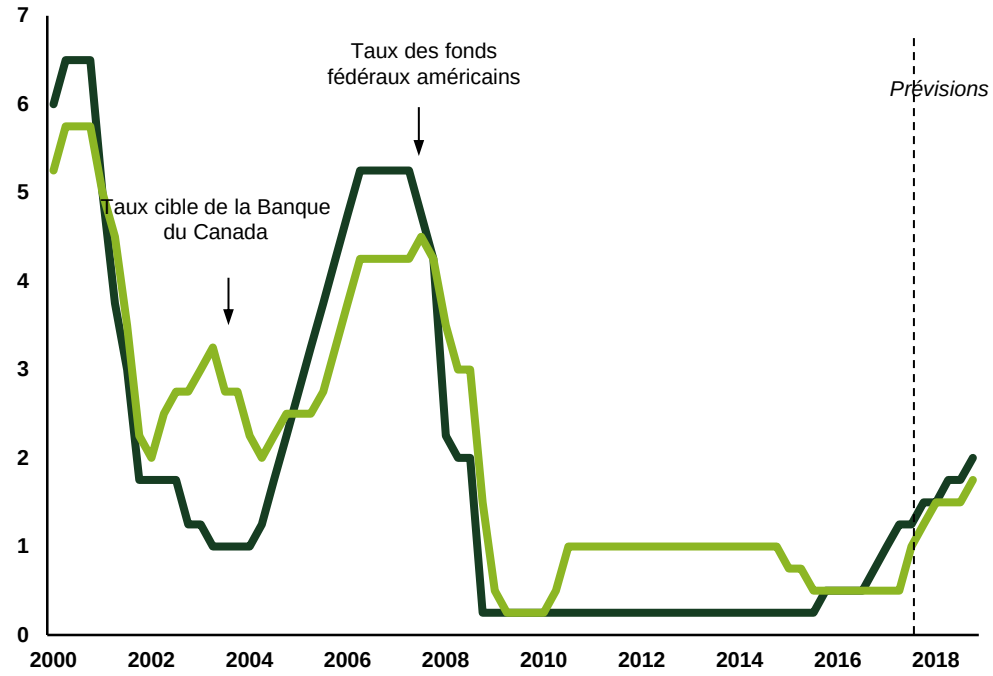
- La croissance du PIB réel au deuxième trimestre s'est établie à 4,5 % (annualisée). Le Canada devrait afficher une croissance d'environ 3 % en 2017. Nous prévoyons que la croissance du PIB se stabilise à environ 2 % au cours de la deuxième moitié de l'année, puis ralentisse jusqu'au début 2018.
- La Banque du Canada devrait répéter la hausse de cette semaine d'un autre 25 pdb d'ici la fin de l'année. Le contexte économique devrait soutenir deux autres hausses en 2018, pourvu que la montée de pressions inflationnistes ne soit pas la simple conséquence de facteurs ponctuels, comme la hausse du salaire minimum en Ontario.

Source : Services économiques TD, août 2017

Pour obtenir des renseignements à jour sur l'économie, consulter le ***https://economics.td.com/French***

Perspectives relatives aux taux d'intérêt

Taux d'intérêt au Canada et aux É.-U.[1]



- L'économie américaine s'approchant du plein emploi, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale adopte des premières mesures de normalisation de son bilan au cours des prochaines semaines, ainsi qu'à d'autres hausses des taux, une première plus tard cette année et deux autres en 2018.
- La Banque du Canada devrait accroître son taux directeur d'une autre tranche de 25 pdb, à 1,25 %, étant donné les pressions inflationnistes attendues et l'absence de troubles économiques ou géopolitiques majeurs.
- L'inflation au Canada est devenue moins sensible à la croissance économique, atteignant un niveau inférieur aux prévisions à long terme de la Banque centrale. Deux hausses de 25 pdb devraient se produire pour chacune des deux prochaines années.

Le taux d'intérêt devrait passer à 1,25 % en 2017

Pour obtenir des renseignements à jour sur l'économie, consulter le
https://economics.td.com/French

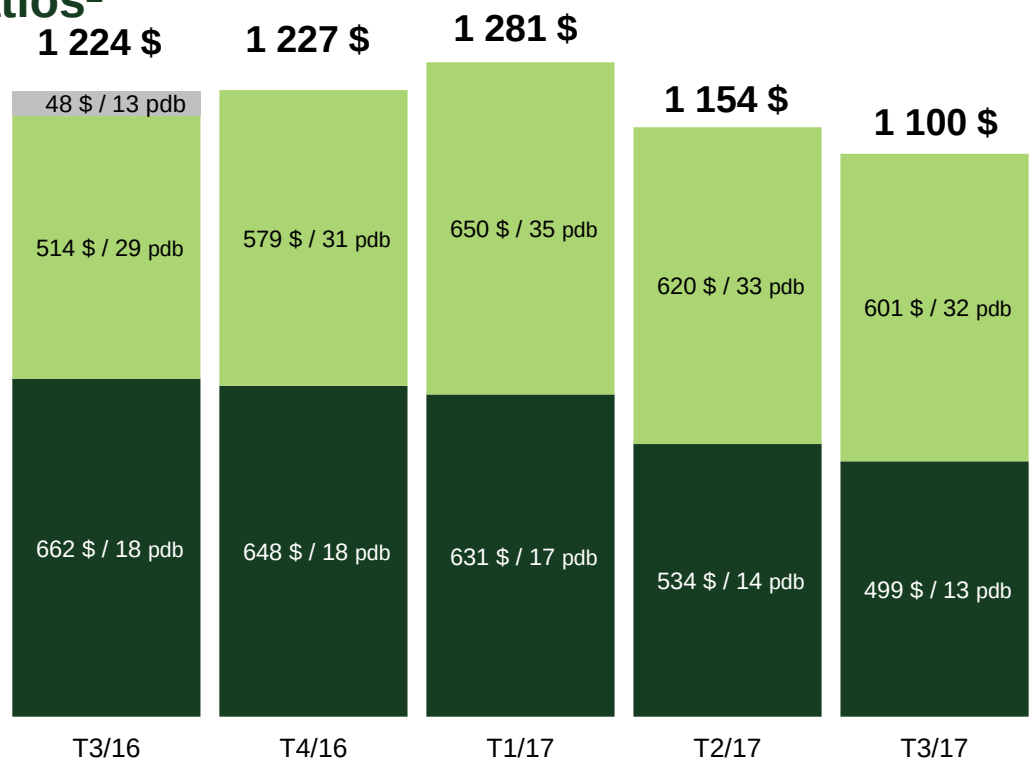
Source : Bloomberg, Banque du Canada, Réserve fédérale. Prévisions des Services économiques TD, août 2017.

Contenu

1. Groupe Banque TD
2. Perspectives économiques
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
    - Perspectives économiques
    - **Qualité du crédit**
    - Instruments de financement

Formations de prêts douteux bruts
par portefeuille

Formations de prêts douteux bruts[1] : en M$ et ratios[2]



TD	**21**	**21**	**21**	**19**	**18**	***pdb***
Homologues au Canada[4]	**18**	**16**	**15**	**16**	**N. d.**	***pdb***

Autres[3]
Portefeuille des Services bancaires de gros
Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
Portefeuille des Services de détail au Canada

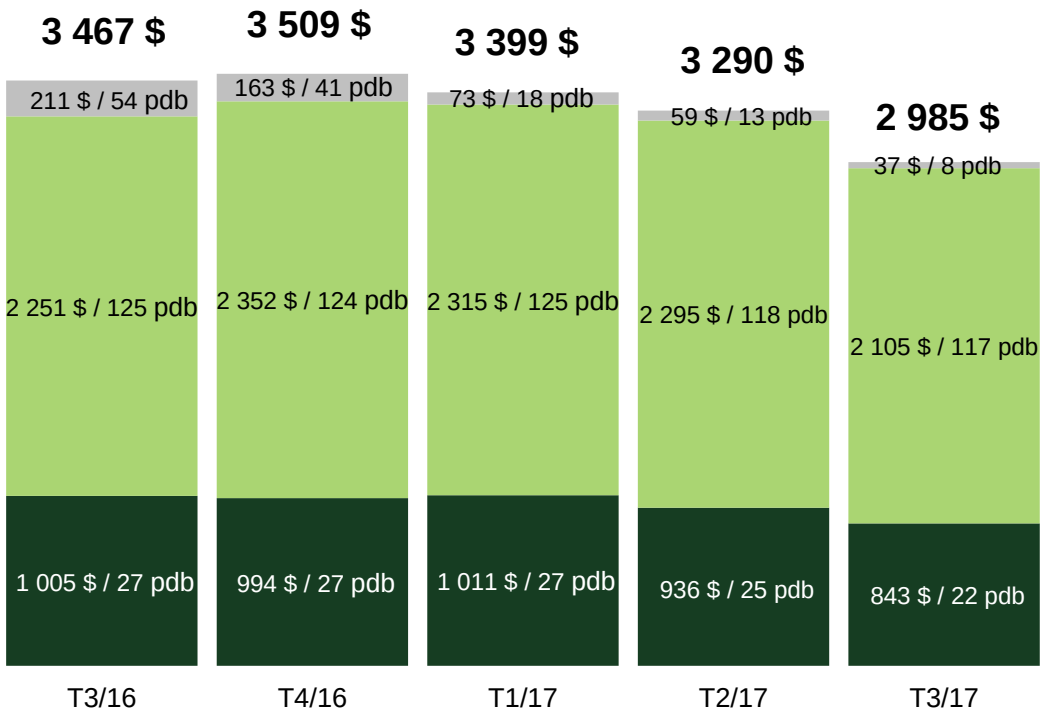
Faits saillants

- Diminution des formations de prêts douteux bruts de 54 M$ au cours du trimestre
  - Baisse des formations dans le portefeuille de crédit garanti par des biens immobiliers au Canada de 33 M$

1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre, à l'exclusion de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.
3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.
4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.
N. d. : Non disponible

Prêts douteux bruts
par portefeuille

Prêts douteux bruts[1] : en M$ et ratios[2]



TD	**59**	**58**	**57**	**53**	**49**	***pdb***
Homologues au Canada[4]	**74**	**74**	**69**	**67**	**N. d.**	***pdb***

Autres[3]
Portefeuille des Services bancaires de gros
Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
Portefeuille des Services de détail au Canada

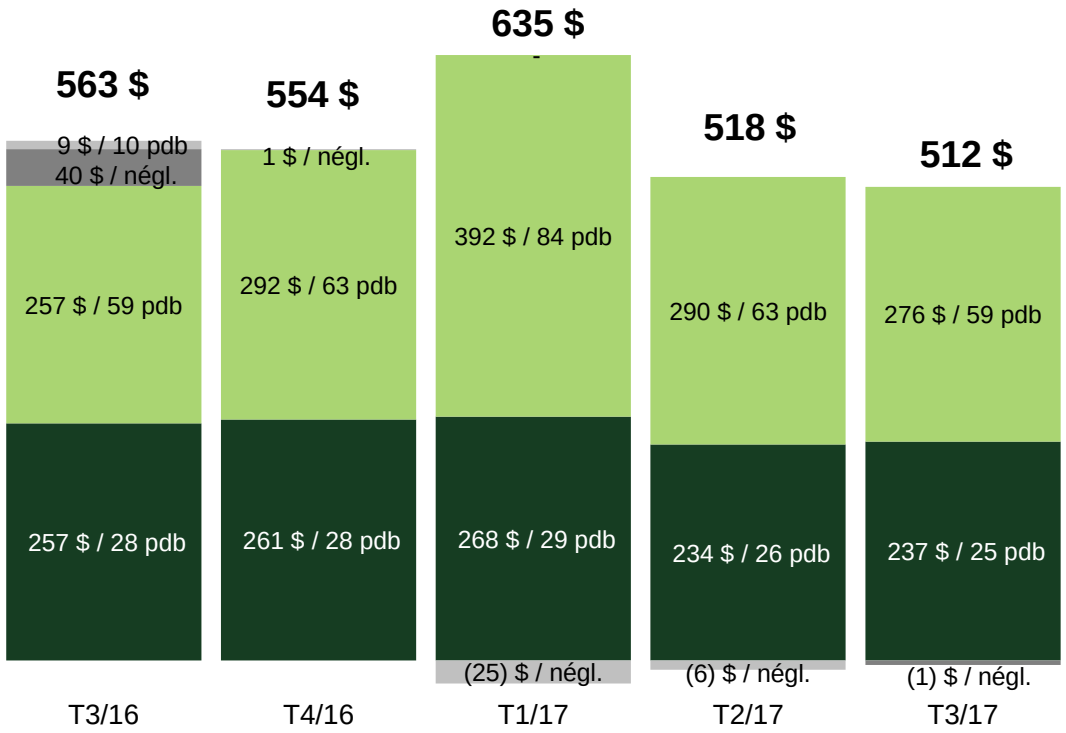
Faits saillants

- Diminution des prêts douteux bruts de 305 M$ sur 3 mois
  - 197 M$ en raison de l'incidence des taux de change
  - Baisse de 74 M$ dans le portefeuille de crédit garanti par des biens immobiliers au Canada alors que les résolutions ont surpassé les formations

1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.
3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.
4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.
N. d. : Non disponible

Provisions pour pertes sur créances (PPC) par portefeuille

PPC[1] : en M$ et ratios[2]



Faits saillants

- Le ratio PPC se maintient à de faibles niveaux cycliques
- Le crédit demeure solide dans tous les segments

TD 1	39	37	42	35	33	*pdb*
Homologues au Canada[5]	33	30	28	30	N. d.	*pdb*

Autres[3]
Portefeuille des Services bancaires de gros[4]
Portefeuille des Services de détail aux É.-U.[6]
Portefeuille des Services de détail au Canada

1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les titres de créance classés comme prêts et les éléments à noter.
2. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations.
3. La catégorie « Autres » comprend les provisions pour pertes sur créances subies, mais non encore décelées dans les portefeuilles des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros qui sont comptabilisées dans le secteur Siège social.
4. La PPC des Services bancaires de gros exclut les primes sur les swaps sur défaillance de crédit : T3 2017 – (2) M$; T2 2017 – (2) M$; T1 2017 – (2) M$; T4 2016 – (3) M$; T3 2016 – (3) M$.
5. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.
6. La provision pour pertes sur créances à l'égard des cartes de crédit aux États-Unis comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis : T3 2017 – 68 M$ US; T2 2017 – 89 M$ US; T1 2017 – 99 M$ US; T4 2016 – 72 M$ US; T3 2016 – 63 M$ US.

Négl. : négligeable
N. d. : Non disponible

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada	T3 2017 Prêts bruts / AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	Prêts douteux bruts / Prêts
Services bancaires commerciaux[1]	67	195	0,29 %
Services bancaires de gros	44	37	0,08 %
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	**111 $**	**232 $**	**0,21 %**
Variation par rapp. au T2 2017	1 $	(31) $	(0,04) %

Répartition par secteur[1]	Prêts bruts / AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	Provision spécifique[2] (en M$)
Immobilier résidentiel	17,4	18	7
Immobilier non résidentiel	13,1	6	3
Services financiers	17,9	1	0
Gouv./fonction publique/santé et services sociaux	9,8	14	5
Pipelines, pétrole et gaz	5,7	72	31
Métaux et mines	1,4	15	6
Foresterie	0,5	0	0
Produits de consommation[3]	4,8	24	12
Industriel / manufacturier[4]	6,0	47	36
Agriculture	6,8	7	1
Industrie automobile	10,8	3	1
Autres[5]	17,5	25	11
Total	**111 $**	**232 $**	**113 $**

Faits saillants

- Maintien du bon rendement des portefeuilles des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada
  - Baisse des formations de prêts douteux des Services bancaires de gros au cours du trimestre attribuable aux résolutions dans le secteur du pétrole et du gaz

1. Comprennent les prêts des Services bancaires aux petites entreprises et les prêts sur cartes de crédit Visa Affaires.
2. Comprend la provision relative à des contreparties particulières et non individuellement significatives.
3. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.
4. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.
5. La catégorie « Autres » comprend : l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

Services bancaires personnels aux États-Unis – $ US

Services bancaires personnels aux États-Unis[1]	T3 2017 Prêts bruts (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	Prêts douteux bruts / prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	21	353	1,69 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)[2]	10	656	6,80 %
Prêts automobiles indirects	22	181	0,82 %
Cartes de crédit	11	183	1,60 %
Autres prêts aux particuliers	0,6	6	0,93 %
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. ($ US)	**65 $**	**1 379 $**	**2,14 %**
Variation par rapport au T2 2017 ($ US)	2 $	19 $	(0,03) %
Opérations de change	16 $	341 $	-
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. ($ CA)	**81 $**	**1 720 $**	**2,14 %**

Portefeuille du CGBI aux É.-U.[1]

Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) indexé et cotes FICO mises à jour[3]

RPV estimatif actuel	Prêts hypothécaires résidentiels	LDCVD de 1er rang	LDCVD de 2e rang	Total
> 80 %	5 %	9 %	20 %	8 %
De 61 à 80 %	37 %	32 %	48 %	38 %
≤ 60 %	58 %	59 %	32 %	54 %
Cotes FICO actuelles > 700	88 %	89 %	85 %	88 %

Faits saillants

- La qualité des actifs des Services bancaires personnels aux États-Unis demeure bonne

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Les LDCVD comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.
3. Rapport prêt-valeur établi en fonction de la limite de crédit autorisé et du Loan Performance Home Price Index à compter de février 2017. Cotes FICO mises à jour en mars 2017.

Services bancaires commerciaux aux États-Unis – $ US

Services bancaires commerciaux aux États-Unis[1]	T3 2017 Prêts bruts / AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	Prêts douteux bruts / Prêts
Immobilier commercial	**22**	**81**	**0,37 %**
Immobilier non résidentiel	17	53	0,32 %
Immobilier résidentiel	5	28	0,56 %
Commercial et industriel	**58**	**228**	**0,39 %**
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. ($ US)	**80 $**	**309 $**	**0,39 %**
Variation par rapport au T2 2017 ($ US)	0 $	(12) $	(0,01) %
Opérations de change	20 $	76 $	-
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. ($ CA)	**100 $**	**385 $**	**0,39 %**

Immobilier commercial	Prêts bruts / AB (en G$ US)	Prêts douteux bruts (en M$ US)
Bureaux	5,6	19
Services de détail	5,1	13
Appartements	4,7	15
Résidentiel à vendre	0,2	2
Industriel	1,2	2
Hôtels	0,9	15
Terrains commerciaux	0,1	9
Autres	4,4	6
Total Immobilier commercial	**22 $**	**81 $**

Commercial et industriel	Prêts bruts / AB (en G$ US)	Prêts douteux bruts (en M$ US)
Santé et services sociaux	8,3	20
Services professionnels et autres	7,1	43
Produits de consommation[2]	5,8	52
Industriel/manufacturier[3]	6,8	53
Gouvernement/secteur public	9,5	5
Services financiers	2,4	22
Industrie automobile	2,7	12
Autres[4]	15,3	21
Total Commercial et industriel	**58 $**	**228 $**

Faits saillants

- Maintien de la bonne qualité du crédit des Services bancaires commerciaux aux États-Unis

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.
3. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.
4. La catégorie « Autres » comprend : l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les ressources ainsi que d'autres secteurs.

Contenu

1. Groupe Banque TD
2. Perspectives économiques
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
    - Perspectives économiques
    - Qualité du crédit
    - **Instruments de financement**

Mesures législatives canadiennes visant les obligations sécurisées

- Le cadre juridique régissant l'inscription des programmes d'obligations sécurisées, annoncé dans le budget fédéral 2012 sous forme de modification de la *Loi nationale sur l'habitation*, a été adopté en juin 2012.
- Les nouvelles émissions doivent être effectuées conformément à la législation, et les émetteurs ne sont pas autorisés à utiliser des prêts hypothécaires assurés dans leurs programmes.
- L'administration des obligations sécurisées au Canada a été confiée à la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Le cadre juridique procure une protection législative à l'égard du panier de sûretés aux détenteurs d'obligations sécurisées.
- Il fournit des lignes directrices claires concernant la gouvernance et les rôles des tiers afin d'assurer la valeur du panier de sûretés et son administration.
- La législation tient compte des meilleures pratiques internationales, assurant un niveau élevé de protection et établissant des normes rigoureuses en matière d'information pour les investisseurs et les organismes de réglementation.

La législation est gage de certitude

Éléments importants du guide de la SCHL

Test de couverture par l'actif

- Afin de confirmer le niveau de surdimensionnement des biens donnés en garantie des obligations sécurisées par rapport au capital des obligations sécurisées en circulation.
- L'indexation trimestrielle de la valeur des propriétés permet de tenir compte des événements sur les marchés.

Calcul aux fins d'évaluation

- Test visant à effectuer un suivi de l'exposition d'un programme d'obligations sécurisées aux risques liés aux taux d'intérêt et aux taux de change, en mesurant la valeur actualisée des biens donnés en garantie des obligations sécurisées par rapport à celle des obligations sécurisées en circulation.

Pourcentage de l'actif

- Le guide n'impose pas un pourcentage de l'actif minimal ou maximal précis.
- Il requiert toutefois qu'un niveau minimal et maximal de surdimensionnement soit fixé afin de donner à l'investisseur la certitude que les niveaux de surdimensionnement seront maintenus tout au long du programme.

Exigences relatives aux notes et éléments déclencheurs

- Au moins deux notes doivent être attribuées au programme.
- Des éléments déclencheurs doivent être prévus afin de déterminer si un émetteur doit remplacer la contrepartie de la banque du compte et du swap, et afin d'octroyer des sûretés pour garantir les obligations d'une contrepartie à une opération de couverture éventuelle dont la valeur correspond à l'évaluation de la valeur du marché.
- L'exigence relative aux notes dans la législation est propre au Canada.

Actifs admissibles

- Prêts non assurés garantis par un immeuble résidentiel de quatre unités d'habitation ou moins situé au Canada

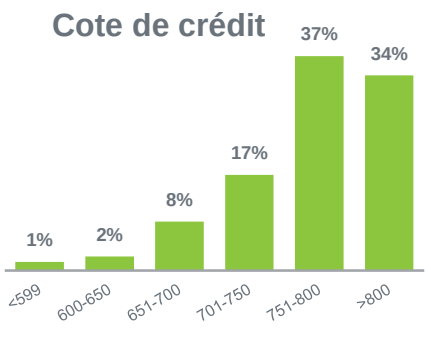
Obligations sécurisées de la TD

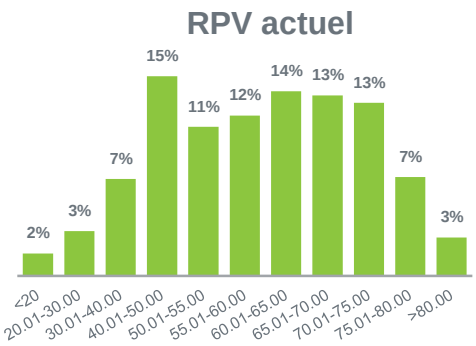
Faits saillants du programme d'obligations sécurisées de la TD

- La valeur du programme d'obligations sécurisées de la TD est de 40 G$ CA.
- L'émission d'obligations sécurisées pour les émetteurs canadiens est régie par les lignes directrices de la SCHL.
- Seuls les actifs immobiliers résidentiels canadiens non assurés sont admissibles; le panier ne contient aucun actif étranger.
- Le panier de sûretés est composé uniquement de prêts hypothécaires avec amortissement.
- Solides notes de crédit : Aaa / AAA[1]
- Les émissions sont plafonnées à 4 % de l'actif total[2], soit environ 49 G$ CA pour la TD.
- La valeur en capital globale des obligations sécurisées en circulation de la TD s'élève à 29 G$ CA pour le programme législatif, soit environ 2,35 % de l'actif total de la Banque. Marge de manœuvre pour de futures émissions.
- Depuis janvier 2017, la TD souscrit aux exigences Covered Bond Label[3] et ses rapports sont produits selon le modèle harmonisé pour la transparence (HTT).
- Jusqu'à présent, 17 opérations de référence sur obligations sécurisées ont été effectuées selon le nouveau cadre législatif

Panier de sûretés au 31 juillet 2017

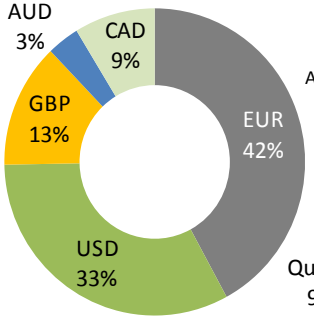
- Prêts hypothécaires résidentiels ordinaires canadiens de premier rang et de première qualité initiés par la TD.
- Tous les prêts ont un RPV initial d'au plus 80 %. Le RPV moyen pondéré actuel est de 57,97 %.
- La moyenne pondérée des notes de crédit supérieures à 0 est de 770.



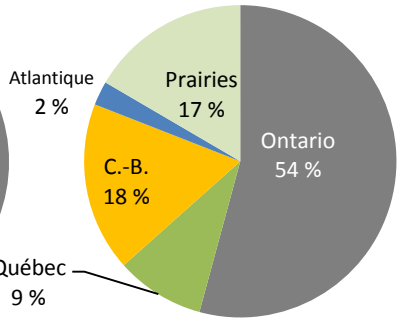


En millions (équivalent en dollars canadiens)

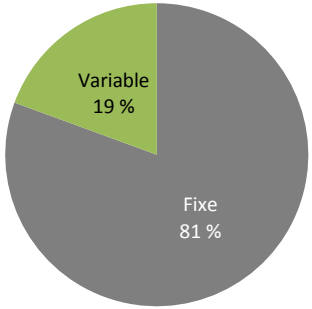
	CAD	AUD	EUR	GBP	USD
Montant total	2 500	998	12 087	3 768	9 381
Nbre d'opérations	1	1	7	4	4
Durée moyenne	5	5	6	3	5



Répartition provinciale



Type de taux d'intérêt



1. Notes de Moody's et de DBRS, respectivement. Notes attribuées au programme d'obligations sécurisées au 31 juillet 2017. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
2. L'actif total est établi en fonction de la lettre du BSIF datée du 19 décembre 2014 relativement au calcul de la limite révisée d'obligations sécurisées pour les institutions de dépôt émettant des obligations sécurisées.
3. La Covered Bond Label Foundation et ses sociétés affiliées ne sont pas associées aux obligations sécurisées de la TD; elles ne les approuvent et ne formulent aucune recommandation à leur égard.

Coordonnées des Relations avec les investisseurs

Téléphone :
416-308-9030
ou 1-866-486-4826

Courriel :
tdir@td.com

Site Web :
www.td.com/francais/investisseurs

IR magazine Award winner Canada 2017

Meilleures relations avec les investisseurs par secteur :
Services financiers

Meilleure gouvernance d'entreprise

Nous annonçons la

27e conférence de l'European Covered Bond Council (ECBC) et d'Euromoney

À Vancouver, au Canada

Les 18 et 19 avril 2018

Le Canada est le premier pays non européen à accueillir la conférence de l'ECBC. Veuillez vous joindre à nous à cet événement inaugural.

Les émetteurs canadiens d'obligations sécurisées ont le plaisir de soutenir cette conférence.

La conférence est organisée par les groupes suivants :
Société canadienne d'hypothèques et de logement
European Covered Bond Council (ECBC)
Euromoney

Groupe Banque TD
Présentation aux investisseurs sur les titres à revenu fixe

T3 2017